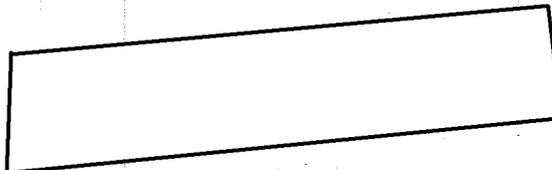


INTELLIFAX 24

ALES BEBLER

25X1



# LA CLASSE OUVRIÈRE

ET LE

PRINCIPE DE LA SOUVERAINETE DU PEUPLE  
DANS LES RAPPORTS INTERNATIONAUX

ALES BEBLER. — LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE PRIN



LE LIVRE YOUGOSLAVE  
1950

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

*LA CLASSE OUVRIERE  
ET LE  
PRINCIPE DE LA SOUVERAINETE DU PEUPLE  
DANS LES RAPPORTS INTERNATIONAUX*

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

**ALEŠ BEBLER**

**LA CLASSE OUVRIÈRE**  
**ET LE**  
**PRINCIPE DE LA SOUVERAINETE DU PEUPLE**  
**DANS LES RAPPORTS INTERNATIONAUX**



**LE LIVRE YOUGOSLAVE**  
**1950**

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

Par suite d'un concours de circonstances historiques et surtout par suite de l'existence en Yougoslavie d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire, d'un parti inspiré par la théorie du marxisme-léninisme et capable de la mettre en pratique, du fait, aussi, que ce parti, à la tête du peuple travailleur, remporta la victoire et créa un Etat de travailleurs, le second dans l'histoire, les Yougoslaves se trouvèrent tout naturellement devant le problème de leurs rapports avec le premier Etat des travailleurs, avec l'U.R.S.S. Ainsi fut posé devant la classe ouvrière le problème de son attitude envers la souveraineté nationale à l'époque des grandes victoires du socialisme et de la démocratie et au lendemain de ces victoires. Un problème qui se pose à un nombre sans cesse croissant de peuples et qui se posera dans l'avenir à tous les peuples du globe.

Il est impossible, dans le cadre d'une brève étude, d'embrasser et d'épuiser un tel sujet dans son ensemble. Je me bornerai donc à exposer ici quelques idées concernant certains aspects seulement du problème.

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

I

LA PETITE BOURGEOISIE REVOLUTIONNAIRE  
ET LA CONCEPTION  
DE LA SOUVERAINETE DU PEUPLE

La conception selon laquelle la souveraineté, c'est-à-dire l'autorité suprême qui, sur un territoire donné, ne dépend d'aucune autre autorité, appartient au peuple établi sur ce territoire, a été créée et propagée par la petite bourgeoisie révolutionnaire, dans sa lutte contre le féodalisme. Son idéologue le plus typique et le plus conséquent, Jean-Jacques Rousseau, en a donné aussi la définition la plus claire.

Dans le « Contrat Social », consacré tout entier à la défense de sa thèse — que l'Etat est, ou du moins devrait être, une personne juridique créée par un contrat conclu librement entre individus libres et que, par conséquent, sa formation même est l'expression de l'autorité suprême du peuple — il expose longuement la façon dont l'Etat doit être organisé afin qu'aucune atteinte, même la plus légère, ne soit portée à la souveraineté du peuple.

A propos de la formation de l'Etat, Rousseau dit :

« ...Cet acte d'association produit un corps moral et collectif, composé d'autant de membres que l'assemblée a de voix... Cette personne publique, qui se forme ainsi par l'union de toutes les autres, prenait autrefois le nom de  *cité* , et prend maintenant celui de  *république*  ou de  *corps politique* , lequel est appelé par ses membres  *Etat*  quand il est passif,  *souverain*  quand il est actif,  *puissance*  en le comparant à ses semblables. A l'égard des associés ils prennent collectivement le nom de  *peuple* , et s'appellent en particulier  *citoyens* , comme participant à l'autorité souveraine, et  *sujets*  comme soumis aux lois de l'Etat. » (1).

Dans un tel Etat, les lois sont l'expression directe de la volonté générale du peuple souverain.

« Le peuple soumis aux lois, en doit être l'auteur : il n'appartient qu'à ceux qui s'associent de régler les conditions de la société... » (2).

Rousseau va jusqu'à refuser aux représentants élus du peuple le droit de légiférer.

« Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires, ils ne peuvent rien conclure

---

(1) J.-J. Rousseau,  *Œuvres complètes* , Hachette, 1905, t. III, pp. 313-314.

(2)  *Ibid.* , p. 326.

définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi. » (3).

Sur la formation du gouvernement et sur ses fonctions. Rousseau s'exprime comme suit :

« ...Cet acte est complexe, ou composé de deux autres... Par le premier, le souverain statue qu'il y aura un corps de gouvernement établi sous telle ou telle forme... Par le second, le peuple nomme les chefs qui seront chargés du gouvernement établi. » (4).

« Il résulte... que l'acte qui institue le gouvernement n'est point un contrat mais une loi; que les dépositaires de la puissance exécutive ne sont point les maîtres du peuples, mais ses officiers; qu'il peut les établir et les destituer quand il lui plaît; qu'il n'est point question pour eux de contracter, mais d'obéir; et qu'en se chargeant des fonctions que l'Etat leur impose ils ne font que remplir leur devoir de citoyens... » (5)

En dépit d'une terminologie assez imprécise, l'idée que J.-J. Rousseau se fait de la souveraineté du peuple se dégage déjà clairement de ces quelques citations. La souveraineté du peuple est à ses yeux

---

(3) Ibid., p. 361.

(4) Ibid., p. 363-364.

(5) Ibid., p. 364.

absolue et « indivisible » (6) ; qui plus est, elle est « inaliénable », étant donné que la « souveraineté n'est que l'expression de la volonté générale » et que la volonté ne saurait se transmettre (7).

Il s'ensuit logiquement que la souveraineté, qui est l'autorité suprême, exclut la domination d'un peuple sur un autre, et même le partage du pouvoir, lorsque, sur un territoire donné, un peuple a formé un Etat avec un autre peuple. Cela est si évident pour Rousseau qu'en parlant, dans son livre, de cette question il emploie invariablement le terme « conquête » ; il dit notamment :

« A l'égard du droit de conquête, il n'a d'autre fondement que la loi du plus fort ». (8).

A l'époque de la crise générale de l'ordre féodal et de l'absolutisme, ce fut Rousseau qui formula de la façon la plus claire, la plus complète et la plus conséquente ces aspirations de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire — pour cette époque — du peuple travailleur, dans sa lutte pour l'abolition de l'ordre périmé. C'était le but qui guidait les masses lorsqu'elles montaient à l'assaut de la Bastille, lorsque, dans ce qu'on appelle le monde occidental — des colonies anglaises de l'Amérique du Nord à la Russie

(6) Rousseau, « Contrat Social », livre II, chap. II.

(7) Ibid., livre II, chap. I.

(8) Rousseau, *Œuvres complètes*, Hachette, 1905, t. III, p. 311.

des Tzars — elles livraient combat au pouvoir féodal et absolutiste. Là où elles parvenaient à le renverser, elles essayaient d'ériger ces principes en lois et de les mettre en pratique.

Les rebelles victorieux de l'Amérique du Nord — c'est-à-dire la petite bourgeoisie des colonies anglaises de ce continent — fondent leur propre Etat et proclament son indépendance à l'égard de l'Empire Britannique. Dans leur « Déclaration de l'indépendance » ils affirment, usant de la terminologie de Rousseau, qu'ils considèrent comme « évident » :

« ... que les gouvernements humains ont été institués pour garantir ces droits, dérivant leurs justes pouvoirs du consentement des subordonnés; que, si un gouvernement, quelle qu'en soit la forme, vient à méconnaître cette fin — la vie, la liberté et la recherche du bonheur, A. B. — le peuple peut légitimement le modifier ou le supprimer et instituer un gouvernement nouveau qu'il fera reposer sur des principes, et auquel il ordonnera l'organisation des pouvoirs qui lui sembleront — au peuple, A. B. — les plus propices à lui procurer sa sécurité et son bonheur...

... En conséquence, nous, les Représentants des Etats-Unis d'Amérique, ... publions et déclarons solennellement, au nom et par l'autorité du bon peuple de ces colonies, que ces Colonies Unies sont et doivent être des Etats Libres et Indépen-

dants, qu'elles sont affranchies de toute allégeance à la couronne d'Angleterre, et que tous liens politiques entre elles et l'Etat de la Grande-Bretagne sont et doivent être totalement rompus, et que, comme Etats libres et indépendants, elles ont plein pouvoir pour déclarer la guerre, conclure la paix, contracter des alliances, établir des relations commerciales, et accomplir tous autres actes que les Etats indépendants ont le droit d'accomplir ».

Les révolutionnaires américains de 1776 ont dans cette Déclaration transformé en lois les théories de Rousseau, deux ans avant la mort de ce dernier; ils en ont tiré cette conception fondamentale du droit international selon laquelle le principe de la souveraineté confère à un peuple opprimé le droit de se séparer du peuple oppresseur et de créer son propre Etat indépendant.

Les Jacobins français qui, pendant la Révolution, sont le principal parti de la petite bourgeoisie française, agissent de même lorsqu'ils prennent le pouvoir. Leurs chefs, et Robespierre, qui fait du « Contrat Social » son livre de chevet, le premier, sont les auteurs de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » de 1791, dont l'article 3 est ainsi conçu :

« Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation : nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément »

Il n'y a que le terme « nation » qui soit nouveau, à la place du « peuple » dont parlait Rousseau. Alors que celui-ci pensait toujours à sa ville natale, Genève, cette république indépendante créée, comme beaucoup de ses semblables, par la bourgeoisie marchande en marge des Etats féodaux et absolutistes, l'apparition du terme « nation » est la conséquence de l'application des principes de Rousseau à des sociétés plus vastes, aux peuples modernes qui forment des nations. Ce qui ne veut pas dire que la terminologie de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » corresponde à celle de nos jours, laquelle opère une distinction entre les notions de peuple (populus) et de nation.

Mais nous aurons bientôt à y revenir.

Dans un certain sens, les Jacobins ont été cependant encore plus loin. Robespierre fut l'auteur d'un projet de « Déclaration de droit international », examiné par la Convention le 24 avril 1793. Nous y lisons entre autres :

Art. premier ... Les hommes de tous les pays sont frères et les différents peuples doivent s'entr'aider selon leur pouvoir comme les citoyens du même Etat.

Art. 2. ... Celui qui opprime une nation se déclare l'ennemi de toutes.

Plus loin, il y est dit que chaque peuple est maître de son territoire, qu'aucun n'a le droit de

s'immiscer dans les affaires d'un autre, que les contrats entre les peuples sont sacrés et inviolables, etc., etc.

Une déclaration semblable fut rédigée par l'abbé Grégoire, où à côté d'articles à peu près identiques à ceux de la déclaration de Robespierre, il est dit que les peuples sont liés entre eux par la morale universelle et qu'ils sont indépendants et souverains, quel que soit le nombre d'individus qui les composent et l'étendue du territoire qu'ils occupent.

Ces textes témoignent du progrès considérable accompli par la pensée politique. La qualité de sujet du droit international est reconnue sans ambages au peuple souverain — la nation — indépendant et égal aux autres peuples, quelles que soient son importance numérique et l'étendue de son territoire ; tous les peuples, sans exception, se voient reconnaître le droit à l'indépendance, à la défense contre toute agression extérieure, à la libre disposition de leur territoire, à l'égalité lors de la conclusion des traités. Il est interdit de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre peuple, de même qu'il n'est pas permis d'opprimer une autre nation ou de rompre unilatéralement un traité. La morale internationale est proclamée la loi suprême du droit international.

Ainsi furent formulés, d'une façon conséquente, les principes de la bourgeoisie démocratique dans le domaine des rapports internationaux. Du principe de la souveraineté de tous les peuples on a déduit une conséquence des plus importantes : étant donné que

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

la souveraineté absolue conduirait inévitablement, dans les rapports internationaux, à la limitation unilatérale de la souveraineté des plus faibles par les peuples plus forts, tous les peuples sont tenus d'observer un certain nombre de règles ou de normes morales dont le but est de limiter, sur le plan international, la souveraineté de *chaque* peuple, dans la mesure même où cela est nécessaire pour que soit respectée la souveraineté de *tous* les peuples; en d'autres termes, puisque la souveraineté ne saurait être absolue, il faut qu'elle soit égale

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

II

LE MARXISME-LÉNINISME  
ET LE PRINCIPE DE LA SOUVERAINÉTÉ  
NATIONALE

Exposant sa théorie de la souveraineté du peuple, Rousseau tente à plusieurs reprises de déterminer les conditions objectives permettant l'application de ses conceptions politiques. Il est un passage où il se montre particulièrement explicite à cet égard :

« D'ailleurs, que de choses difficiles à réunir ne suppose pas ce gouvernement ! Premièrement, un Etat très petit, où le peuple soit facile à rassembler, et où chaque citoyen puisse aisément connaître tous les autres; secondement, une grande simplicité de mœurs qui prévienne la multitude d'affaires et de discussions épineuses; ensuite beaucoup d'égalité dans les rangs et les fortunes, sans quoi l'égalité ne saurait subsister longtemps dans les droits et dans l'autorité; enfin, peu ou point de luxe, car le luxe est l'effet des richesses ou il les rend nécessaires » (9)

(9) Rousseau, *Œuvres complètes*, Hachette, 1906, t. III, p. 343-344.

Ailleurs, parlant d'une société semblable, il déclare que la meilleure société est celle « où aucun citoyen n'est assez riche pour pouvoir acheter le travail d'autrui, et aucun assez pauvre pour être obligé de se vendre ».

En employant un vocabulaire plus moderne, nous dirions que Rousseau avait conçu une société composée exclusivement de petits producteurs indépendants échangeant entre eux les produits de leur travail, c'est-à-dire une société ne comprenant que des petits bourgeois.

La Révolution Française et les mouvements révolutionnaires de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du XIX<sup>e</sup> ne pouvaient cependant engendrer, et n'ont créé en réalité, qu'une société bourgeoise et capitaliste reposant précisément sur des institutions que Rousseau avait anathématisées : l'achat du travail d'autrui et la vente de soi-même, la concentration des richesses entre les mains d'une minorité d'exploiteurs formée déjà sous le régime féodal, c'est-à-dire entre les mains de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, la petite bourgeoisie révolutionnaire n'a pu prendre le pouvoir ou bien, l'ayant conquis, l'a invariablement perdu au bout de très peu de temps, souvent à la suite d'un Thermidor sanglant. C'est pourquoi la démocratie parfaite de Rousseau n'a pu être réalisée nulle part, même d'une manière approximative, comme la morale des jacobins n'a jamais été appliquée dans les rapports inter-

nationaux. C'est la bourgeoisie qui s'est emparée du pouvoir, qui a formé les Etats et établi les rapports internationaux, manifestant en cela son caractère d'exploiteur et d'opresseur

Les choses changent d'aspect lorsqu'apparaît le prolétariat moderne et qu'il s'organise en tant que classe. De par sa nature sociale et politique, ce dernier est le seul adversaire conséquent de toute exploitation de l'homme par l'homme et, partant, l'ennemi le plus résolu et le plus conséquent de la bourgeoisie, appelé à abolir son pouvoir et à créer une société socialiste, une société sans classes.

Remplissant donc le rôle historique qui est le sien, le prolétariat prend la tête des masses laborieuses et engage la lutte pour la liberté politique et sociale, c'est-à-dire pour la souveraineté réelle du peuple.

Pour ces mêmes raisons, le problème de la souveraineté se pose pour le prolétariat à un degré, si l'on peut dire, supérieur.

Lénine écrit :

« Non seulement la revendication du droit de libre disposition des peuples, mais bien *tous* les points de notre programme-minimum démocratique ont été déjà formulés antérieurement, dès le xvii<sup>e</sup> et le xviii<sup>e</sup> siècles, par la petite bourgeoisie. Néanmoins, la petite bourgeoisie les présente *tous* d'une façon utopique ignorant la lutte des classes et son intensification au sein de la démocra-

tie, conservant sa foi en un capitalisme « pacifique » (10).

Cette constatation vaut en premier lieu pour la revendication, — qui constitue en même temps un but, — que la souveraineté du peuple soit réalisée, étant donné que cette revendication renferme, en fait, toutes les autres revendications démocratiques et tous les buts que le peuple peut formuler. Cela signifie que la différence fondamentale quant à la façon dont le problème de la souveraineté du peuple est posé, d'une part, par la petite bourgeoisie, et de l'autre, par le prolétariat, réside en ce que la première le pose d'une manière *utopique*, et le second d'une manière *scientifique*. En d'autres termes, le marxisme découvre les lois du développement historique dans lequel se déroule la lutte pour le pouvoir populaire. Il découvre la grande vérité scientifique, que seule la lutte menée par les travailleurs, ayant à leur tête le prolétariat, contre la bourgeoisie et sa domination de classe, — lutte qui aboutira inéluctablement à l'abolition du gouvernement bourgeois et à l'établissement de la dictature du prolétariat, — que seule cette lutte créera les conditions nécessaires à la réalisation d'une souveraineté du peuple *réelle et entière*. Ces conditions sont les suivantes : liquidation des classes et création d'une société socialiste sans classes.

---

(10) Lénine, *Œuvres complètes*, t. XIX (édition russe), p. 40.

La démocratie acquiert ainsi une base historiquement réalisable : l'économie socialiste, une économie où l'homme n'est plus exploité par l'homme, où devient possible « l'égalité des richesses » dont rêvait Rousseau. Cette base économique permet d'établir la démocratie politique la plus parfaite, la démocratie socialiste dont le trait caractéristique est de faire participer à l'exercice direct du pouvoir les masses populaires de plus en plus larges, ce qui conduit, lors du passage du socialisme au communisme, au dépérissement de l'Etat en général, qui fusionne et s'identifie avec le peuple.

Il en est de même en ce qui concerne l'application du principe de la souveraineté aux rapports internationaux. Les Jacobins avaient déjà découvert que les revendications et les buts de la démocratie se résument ici à l'institution de rapports internationaux qui garantiraient à tous les peuples des droits souverains égaux.

Mais cette revendication avait, elle aussi, un caractère utopique, car elle ignore la lutte des classes, comme elle ignore la lutte des peuples pour l'établissement de rapports égalitaires, car elle était fondée sur la croyance en une « démocratie pacifique » entre les peuples qu'instaurerait la victoire de la « raison ».

Le marxisme-léninisme a donné à cette revendication une base scientifique. Il a découvert les lois du développement historique dans lequel s'inscrit la lutte des peuples pour leur indépendance et pour

l'égalité, il a découvert la grande vérité scientifique : que « la libération complète de toutes les nationalités ne peut être apportée que par la victoire de la classe ouvrière » (II), c'est-à-dire par la victoire du socialisme dans le monde entier.

Le marxisme-léninisme démontre que la cause de l'inégalité de fait entre les peuples dans le capitalisme réside dans le prélèvement d'un surprofit sur les pays économiquement arriérés par les pays plus développés pendant toute la période historique de la domination de la bourgeoisie. A cela s'ajoute, à l'époque de l'impérialisme, qui représente le dernier stade du développement capitaliste, le pillage direct et brutal des pays arriérés par le capital financier des pays hautement développés, pillage qui s'effectue au moyen de la main-mise sur les matières premières et sur les marchés comme au moyen de l'exportation de capitaux, le tout aboutissant à l'assujettissement total de l'économie des pays arriérés par le capital financier des pays évolués.

Lénine a écrit :

« Conformément à sa tâche fondamentale qui est de lutter contre la démocratie bourgeoise et d'en dévoiler les mensonges et l'hypocrisie, le parti communiste, interprète conscient de la lutte menée par le prolétariat contre le joug de la bourgeoisie, doit mettre en avant dans la ques-

---

(11) Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVII, p. 463 (en russe).

tion nationale aussi, non point des principes abstraits et formels, mais — premièrement — une juste appréciation des conditions historiques, et surtout des conditions économiques concrètes; ... troisièmement opérer aussi une distinction nette entre les nations opprimées, dépendantes et inégales en droit, et les nations qui exercent l'oppression et l'exploitation, bénéficiant de la plénitude des droits, ceci à l'encontre du mensonge bourgeois et démocratique qui, à l'époque du capital financier, de l'impérialisme, tend à dissimuler l'asservissement colonial et financier de l'immense majorité de la population par une minorité insignifiante des plus riches parmi les pays capitalistes développés. » (12)

La même idée a été soulignée par Staline :

« Autrefois, la question des nations opprimées était considérée comme une question purement juridique. Proclamation solennelle de l'« égalité nationale », déclarations sans nombre de l'« égalité des nations », voilà à quoi s'exerçaient les partis de la II<sup>e</sup> Internationale, qui méconnaissait le fait que parler de l'« égalité des nations » sous l'impérialisme, alors qu'un groupe de nations (la minorité) vit aux dépens de l'autre groupe de nations qu'il exploite, c'est se moquer des peuples opprimés. (13)

(12) Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXV, p. 286.  
(13) Staline, *Questions du léninisme*, p. 55.

Le léninisme a ainsi clairement formulé le problème de la nécessité d'une base économique comme condition d'une égalité réelle entre les peuples. La critique de « l'hypocrisie » et de la « nature juridique » de l'égalité entre les nations dans le capitalisme, et surtout au stade de l'impérialisme, s'identifie à la critique de la démocratie bourgeoise et de son égalité toute formelle et abstraite. Car, de même que les citoyens ne bénéficient que d'une égalité de pure forme, puisqu'ils se divisent en exploités — une minorité — et en exploités — la grande majorité — de même l'égalité entre les peuples peut n'être que toute théorique, étant donné qu'il existe des peuples exploités et des peuples exploités.

Cette critique, comme celle de la démocratie bourgeoise, contient la revendication d'une égalité économique réelle — en l'occurrence d'une égalité économique entre les peuples ; elle réclame la suppression des « classes » parmi les nations, la création d'une communauté socialiste internationale « sans classes ».

C'est la victoire du socialisme à l'échelle internationale qui doit permettre d'atteindre ce but.

Les fondateurs du premier Etat socialiste — l'U.R.S.S., qui était et demeure un Etat socialiste composé de nationalités multiples — en avaient pleinement conscience.

« La troisième période — disait Staline au X<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchévique, en 1921 — est la période soviétique, celle de la suppression

du capitalisme et de la liquidation de l'oppression nationale, période où les problèmes des nations dominantes et des nations subordonnées, les problèmes des rapports entre les colonies et les métropoles, sont renvoyés aux archives de l'histoire ; où, sous nos yeux, sur le territoire de la R.S.F.S.R., se lèvent des nations qui ont toutes le même droit de se développer, mais qui conservent une certaine inégalité héritée du passé et qui se manifeste dans leur retard économique, politique et culturel. La cause essentielle de cette inégalité réside dans le fait que l'évolution historique nous a légué un état de choses où une nation, la nation grand-russienne, est plus développée, au point de vue politique et économique, que les autres. De là provient cette inégalité de fait qui ne peut être effacée, certes, en quelques mois, mais qui doit être supprimée par l'octroi d'une aide économique, politique et culturelle aux nations et aux peuples arriérés. » (14)

Il s'ensuit que les rapports économiques à l'intérieur d'une communauté socialiste internationale revêtent une forme concrète qui correspond au caractère socialiste de cette communauté : aide économique des peuples évolués aux peuples arriérés. Il va de soi que cette aide ne signifie pas charité, car ce serait infliger aux peuples arriérés une nouvelle humiliation ; il ne peut s'agir que de la renonciation aux privilèges éco-

(14) Staline, *Œuvres complètes*, t. V, pp. 35-36.

nomiques et aux possibilités d'exploitation que peuvent conférer à une nation son développement industriel et, partant, une productivité du travail plus élevée; il ne peut s'agir que de la renonciation au surprofit et de l'institution d'un système d'échanges basé sur la quantité moyenne de travail contenue dans les marchandises, quantité calculée d'après la productivité de chacune des économies nationales (15).

Une telle base économique peut assurer une réelle égalité politique entre les peuples et une liberté entière dans leurs décisions concernant les rapports internationaux. Elle peut assurer la disparition de la méfiance réciproque et par là même la disparition de toutes les frictions nationales; elle peut, en un mot, rendre possible ce que le marxisme-léninisme désigne par « internationalisme », c'est-à-dire l'harmonie parfaite des rapports internationaux et la solidarité fraternelle des peuples. La « morale universelle » pourrait vraiment devenir ainsi la loi suprême, cette morale dont rêvaient les Jacobins et dont Marx parle également, bien que sous une forme différente, lorsque, voyant éclater la guerre franco-prussienne, il écrit dans son message aux membres de la Première Internationale :

« Nous avons défini la politique extérieure vers laquelle tend l'Internationale dans les termes suivants : « Que les simples lois de la morale et

(15) V. Melentije Popovitch, *Des rapports économiques entre Etats socialistes.*

Il va de soi que Lénine n'eût pas été Lénine s'il avait conçu la réalisation de cette possibilité comme une transformation purement mécanique, en quelque sorte automatique, et non comme un processus dans lequel la base agit sur la superstructure et en subit à son tour l'influence. Commentant une lettre envoyée en 1882 à Kautsky par Engels et dans laquelle ce dernier parle des rapports qui s'établiront entre les peuples européens et les peuples coloniaux après la victoire de la révolution socialiste en Europe occidentale, Lénine écrit :

« Engels ne suppose même pas que l' « économie » supprimera à elle seule et directement toutes les difficultés. La transformation économique incitera tous les peuples à *s'acheminer* vers le socialisme, mais alors même des révolutions — contre l'Etat socialiste — et des guerres sont possibles aussi. L'adaptation de la politique à l'économie s'effectuera inévitablement, mais pas immédiatement et aisément, pas simplement et directement. Engels ne pose comme « indubitable » qu'un seul principe, internationaliste sans conteste, valable pour tous les « peuples étrangers », c'est-à-dire non seulement les peuples coloniaux : leur imposer le bonheur signifierait saper la victoire du prolétariat.

« Le prolétariat ne deviendra point pur, exempt de fautes et de faiblesses par le seul fait d'avoir accompli la révolution sociale. Mais les fautes

« de la justice, qui doivent guider les personnes  
« privées dans leurs rapports réciproques, devien-  
« nent également les lois suprêmes dans les rela-  
« tions entre les peuples ». (16)

En suivant cette voie, les peuples peuvent se rapprocher les uns des autres et se fondre en une seule communauté internationale, après la disparition des différences économiques et culturelles, ce qui, parallèlement au dépérissement des Etats nationaux, aurait pour effet d'effacer de leur conscience toute trace d'exclusivisme national.

Les classiques du marxisme-léninisme parlent de cette perspective de l'avenir à maintes reprises et d'une façon très explicite. C'est ainsi que Lénine dit :

« En transformant le capitalisme en socialisme, le prolétariat crée la *possibilité* de supprimer complètement l'oppression nationale ; cette possibilité deviendra une réalité seulement — je dis bien « seulement » ! — lorsque les principes démocratiques auront été pleinement appliqués dans tous les domaines... Sur cette base, et quand viendra l'heure, les moindres dissentiments, les moindres méfiances d'ordre national seront pratiquement absolument éliminés, tandis que se réaliseront le rapprochement accéléré et la fusion des peuples. » (17)

(16) Marx-Engels, *Œuvres*, t. XIII, 2<sup>e</sup> partie, p. 5 de l'édition russe.

(17) Lénine, t. XIX, p. 245.

éventuelles (comme les intérêts égoïstes — les tentatives de vivre aux dépens des autres) l'amèneront inévitablement à reconnaître cette vérité. » (18)

Autrement dit, de même que la dictature du prolétariat dans un pays n'y met pas fin à la lutte de classes, puisque les classes privilégiées — les exploités — s'opposent à la liquidation de leurs privilèges, de même la victoire remportée par le prolétariat sur une échelle internationale ne saurait supprimer la « lutte de classes » entre les peuples, étant donné que les plus favorisés d'entre eux — les exploités — résisteront à la liquidation de leurs privilèges.

Engels et Lénine ont découvert ainsi une loi nouvelle et extrêmement importante concernant le développement des rapports entre les peuples à l'époque de la dictature du prolétariat. loi dont le conflit entre l'U.R.S.S. et la R.F.P. de Yougoslavie constitue une preuve.

L'acuité de cette lutte entre les peuples peut être, naturellement, plus ou moins grande. Tout dépend, en fin de compte, du prolétariat du pays privilégié, c'est-à-dire du pays qui se trouve être plus puissant et plus évolué, du temps qui lui est nécessaire pour acquérir la conviction que toute violence commise par son pays à l'encontre des autres « sape sa vic-

(18) Lénine, t. XIX, p. 286-287, édition russe.

toire ». Des facteurs subjectifs, notamment l'attachement et la fidélité aux principes internationalistes du parti du prolétariat de la nation privilégiée, peuvent réduire la lutte à des proportions insignifiantes, alors que la méconnaissance de ces principes peut, au contraire, lui conférer un caractère particulièrement grave. C'est à ce parti qu'incombe le devoir d'éduquer le prolétariat en lui inculquant la vérité :

« ...qu'un peuple qui opprime les peuples étrangers ne peut être libre » (Marx et Engels).

« Ne peut être socialiste le prolétariat qui s'accommode de la moindre violence exercée par « son » pays sur les autres. » (19)

La lutte ne peut prendre fin que lorsque le prolétariat de la nation privilégiée devient conscient de cette vérité, conscient de son devoir internationaliste, et que les nations dépendantes s'en persuadent par leur propre existence. Lénine a fait remarquer que :

« ...par leur politique d'oppression, le tzarisme et la bourgeoisie grand-russienne ont suscité chez les nations voisines une grande irritation et une méfiance envers les grand-russiens ; cette méfiance doit être vaincue par des actes et non par des paroles. » (20)

C'est la seule voie conduisant au rapprochement des peuples et à leur future union.

(19) Lénine, t. XVIII, p. 207.

(20) Lénine, t. XXI, p. 817.

III

LE DROIT INTERNATIONAL POSITIF  
ET LE PRINCIPE DE LA SOUVERAINETE  
DES PEUPLES

L'application du principe de la souveraineté du peuple dans le droit international positif contemporain découle du contenu donné à ce principe par la bourgeoisie au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Or, ce contenu peut être, grosso modo, défini comme suit :

La bourgeoisie reconnaît, en paroles, le principe de la souveraineté de son « propre » peuple. Elle s'efforce par tous les moyens, en instituant notamment des élections et des parlements, de donner au pouvoir qu'elle exerce un aspect démocratique. Même les régimes absolutistes — les gouvernements bonapartistes et les dictatures fascistes — essaient de démontrer, en organisant des plébiscites, qu'ils expriment la volonté du peuple. Les mesures qui révèlent avec évidence la dictature de la bourgeoisie, sont justifiées par des circonstances « exceptionnelles », la « patrie en danger », etc. Cependant, la véritable nature de

cette domination de classe, de cette dictature, n'en apparaît pas moins dans la forme même de cette domination, c'est-à-dire dans les dispositions du droit constitutionnel et administratif bourgeois.

La bourgeoisie reconnaît, en paroles, le principe de la souveraineté des autres peuples — leur droit de disposer librement d'eux-mêmes — mais ne consent à l'appliquer en fait, et jusqu'à un certain point seulement, qu'à la bourgeoisie des nouveaux peuples-nations considérés comme « civilisés » — l'indépendance belge, l'unification de l'Italie — alors qu'elle justifie la violation de la souveraineté des peuples « non civilisés » et les conquêtes coloniales les plus flagrantes en invoquant les raisons les plus diverses : les sentiments « humanitaires » au nom desquels ces peuples sont délivrés de leurs souverains « inhumains », la « civilisation » et le « bien-être » qu'elle apporte soi-disant aux pays arriérés, la défense de ses droits économiques « sacrés », la protection de ses ressortissants et de leurs biens. etc.

Cependant, la nature réelle des rapports internationaux créés par la bourgeoisie, s'exprime avec force dans la forme, c'est-à-dire les règles du droit international.

Ceci est particulièrement vrai pour la période impérialiste jusqu'à l'apparition du premier État socialiste.

Si nous considérons le droit international de cette période, tel qu'il nous est présenté par le professeur anglais Oppenheim, l'une des plus grandes autorités

bourgeoises de l'époque, nous nous trouvons en présence de la logique suivante :

« La qualité de sujet du droit international n'est pas reconnue aux peuples, mais aux Etats seuls. Les peuples qui n'ont pas formé un Etat ne sont pas sujets de la communauté internationale, autrement dit ils ne peuvent avoir de droits ni d'obligations. Quant aux Etats qui sont des sujets du droit, leurs rapports réciproques ne sont soumis à aucune norme morale, mais uniquement à la « loi » internationale qui découle essentiellement de la coutume. Parmi ces coutumes ou usages, figurent toutes sortes de pressions que l'Etat plus fort peut exercer sur le plus faible, pression qui peut aller jusqu'à la menace de guerre, voire la guerre elle-même. La guerre est expressément proclamée comme un moyen légal de la politique internationale. »

Citant une autre autorité en la matière, Hayde, Oppenheim déclare :

« Un Etat a toujours la possibilité de s'assurer des avantages politiques ou autres aux dépens d'un autre Etat, non seulement par l'usage de la force, mais encore par le recours direct à la guerre. » (21)

---

(21) Oppenheim, *International Law*, II<sup>e</sup> partie, p. 145, sixième édition revue, Londres, 1944.

Les traités conclus entre Etats sont valables, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le consentement de l'un des signataires ne lui a pas été arraché par la contrainte ou la violence, par exemple au lendemain d'une défaite militaire.

« La guerre était un moyen légal de contrainte et le consentement donné dans un traité de paix par le vaincu ne pouvait être considéré comme contenant en soi une cause de nullité. » (22)

C'est pourquoi sont également valables les traités par lesquels un pays vaincu consent à aliéner une partie de sa souveraineté — laquelle est, donc, divisible et aliénable. De même sont valables les traités par lesquels un Etat accepte de capituler, de devenir un Etat vassal, un protectorat ou un dominion.

Voici le froid et cynique langage que tient à ce sujet le « grand » Oppenheim :

« Il arrive qu'un Etat faible se place par un traité sous la protection d'un Etat fort et puissant, de telle sorte qu'il transfère la direction de toutes ses relations internationales importantes à l'Etat-protecteur. » (23)

Ce qui se passe entre le « protecteur » et le « protégé », à la suite de la conclusion d'un tel traité, ne regarde pas les autres Etats.

(22) Oppenheim, 1<sup>re</sup> partie, p. 508.

(23) Oppenheim, 1<sup>re</sup> partie, p. 173-174.

« ... Ils n'ont pas le droit d'intervenir si l'Etat protecteur procède à l'annexion de l'Etat protégé et le transforme en une simple colonie. » (24)

L'Etat « protégé » n'est donc protégé que contre le danger de se voir transformé en colonie par un autre que son protecteur !

D'une façon générale, l'occupation et l'annexion sont admises, selon Oppenheim, lorsqu'elles sont la conséquence d'une conquête militaire, et sans qu'il soit besoin d'une « protection » préalable.

« ... La validité du titre que confère à un Etat la conquête ne dépend pas de sa reconnaissance par les autres puissances. Et une simple protestation élevée par une tierce puissance est dénuée de toute force juridique. » (25)

Quant à la protestation que pourrait élever le peuple asservi, le professeur n'en parle même pas, étant donné qu'un tel peuple a perdu sa « personnalité juridique » et a cessé d'être un « sujet du droit international ». Pour la même raison, son ouvrage qui compte quelques 1.700 pages ne fait aucune allusion aux colonies. Celles-ci constituent une partie de l'Etat « conquérant », et n'étant point « sujets du droit international », ne concernent pas ce droit.

(24) Ibid., p. 177.

(25) Ibid., p. 524.

Oppenheim parle, il est vrai, de la sécession des parties d'un Etat et de la création de nouveaux Etats, mais, ce faisant, il cache à peine sa désapprobation. Il fait remarquer que :

« ...la reconnaissance hâtive et prématurée du nouvel Etat signifie plus qu'une offense à la dignité de la nation-mère. C'est là un acte illégal, et il a été souvent affirmé qu'une reconnaissance prématurée équivaut à l'intervention. » (26)

Quant à la question de savoir si la population du territoire qui se sépare d'un Etat ne constitue pas une nation distincte, elle paraît être pour le professeur sans aucun intérêt ; aussi ne s'en occupe-t-il point.

Les Etats pleinement souverains, « sujets du droit international », sont juridiquement égaux. Cependant, sous certaines conditions, un Etat peut s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre Etat.

Dans un chapitre spécial consacré à l'intervention, Oppenheim cite de nombreux cas où l'usage a créé selon lui, une loi de l'intervention — vol. I, pp. 271 et suiv. C'est ainsi, par exemple, que l'intervention est permise lorsque :

« ...un Etat a garanti, par un traité, à un autre Etat le maintien dans celui-ci d'une certaine forme de gouvernement ou le règne d'une

(26) Oppenheim, vol. II, p. 124.

certaine dynastie... et qu'il se produit une modification de la forme du gouvernement ou un changement de dynastie... » (27)

Selon Oppenheim, c'est un cas où l'Etat-garant a le droit incontestable d'intervenir. Mais il en est d'autres, ajoute notre auteur, où l'intervention est illégale, tout en étant « excusable » ou même « admissible ». Ce sont notamment les cas de l'intervention pour des raisons de légitime défense et même de l'intervention dont le but est de sauvegarder « l'équilibre des forces » — balance of power (28). Enfin, dit Oppenheim, on s'accorde généralement pour admettre « l'intervention humanitaire », dans les cas où l'ordre intérieur d'un Etat « révolte la conscience humaine ». Parmi d'autres exemples, Oppenheim cite les interventions des puissances chrétiennes dans les affaires intérieures de l'Empire Turc au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, interventions motivées par la « persécution des chrétiens » — vol I, p. 280.

D'autre part, le principe de l'égalité des Etats subit, selon Oppenheim, une limitation du fait que dans la vie politique internationale, les grandes puissances jouent un rôle plus important que les autres Etats. Oppenheim justifie cette restriction en disant :

« Les grandes puissances sont les chefs de la famille des peuples, et tous les progrès accomplis

(27) Oppenheim, vol. II, p. 276.

(28) Ibid., p. 278.

**dans le passé par le droit international ont été le résultat de leur hégémonie politique... » (29)**

Le professeur bourgeois ne pouvait dire plus clairement que tout le droit international qu'il enseigne est le droit des grandes puissances, c'est-à-dire le droit international impérialiste.

Ce droit international impérialiste classique — oppenheimien — a servi de point de départ à la nouvelle étape dans le développement du droit international qui commence à peu près avec la création des Nations Unies. Il a dû subir, cependant, des modifications notables, provoquées par les changements intervenus dans le rapport des forces des classes comme dans le rapport des forces au sein du camp impérialiste. Cette nouvelle étape du droit international est le résultat du choc entre deux tendances opposées, résultat qui a trouvé son expression la plus claire, et sa confirmation par le droit international dans la Charte des Nations Unies.

A San-Francisco, où, en 1945, furent créées définitivement les Nations Unies, le camp progressiste représentait un facteur extrêmement important de la vie internationale. Il ne se composait plus, en effet, comme au temps d'Oppenheim, uniquement de mouvements ouvriers et de mouvements de libération nationale, mais comprenait, en outre, plusieurs Etats socialistes ayant à leur tête une grande puissance vic-

(29) Oppenheim, vol. I, p. 244.

torieuse, l'U.R.S.S. La tendance introduite par le camp progressiste dans le droit international est naturellement la tendance à reconnaître aux peuples le droit à la souveraineté et, partant, à la libre disposition, la tendance à sauvegarder la paix et, de ce fait même, l'indépendance et l'égalité réelle des peuples.

Le camp réactionnaire représente une tendance diamétralement opposée. Déjà du temps de la Société des Nations, ce camp tendait à la limitation progressive du principe de la souveraineté des Etats, voire à son abandon total, insistant sur la nécessité de créer un « super-Etat ». Mais à San-Francisco, ce camp se trouvait dans une situation particulière. Il sortait vainqueur de la guerre contre le fascisme, mais pour la gagner il lui avait fallu agiter des slogans démocratiques et faire des promesses — la Charte de l'Atlantique — dont les masses attendent maintenant la réalisation; il avait gagné, certes, mais avec, comme alliés, l'U.R.S.S., la Yougoslavie révolutionnaire et les mouvements révolutionnaires de l'Asie et de l'Europe, ainsi que les mouvements de partisans en France, en Italie, en Pologne et en Grèce et les armées de libération nationale de la Chine et de l'Indochine — le Viet-Nam.

Pour ces raisons, comparée au droit international d'un Oppenheim, la Charte des Nations Unies représente un grand pas en avant, une grande acquisition de la lutte des peuples dans la guerre de libération.

Dans son article premier, § 2, la Charte proclame « le principe de l'égalité des droits des peuples ainsi que leur droit de disposer d'eux-mêmes ».

Il s'ensuit que, selon la Charte, parmi les sujets du droit international figurent non seulement les Etats — nations — qui ont « des droits souverains égaux » — art. 2, § 1<sup>er</sup> — qu'ils soient petits ou grands — voir le préambule — mais aussi les peuples, auxquels la Charte reconnaît au moins un droit incontestable, mais qui est pour eux essentiel — le droit de libre disposition, ce qui signifie que, s'ils sont opprimés, ils ont le droit de créer leur propre Etat.

Parmi les peuples doivent régner la « justice » et le respect des obligations découlant tant des traités que des autres sources du droit international.

L'égalité des droits souverains des Etats — nations — et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ne peuvent être perdus au profit d'un autre Etat, parce que les moyens qui pourraient produire ce résultat sont interdits, parce qu'il est interdit d'user de menaces ou d'avoir recours à la force pour attenter à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance politique d'un Etat, quel qu'il soit — art. 3, § 4.

L'égalité des droits souverains des Etats et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ne peuvent être non plus limités au profit d'un autre Etat, car les peuples doivent vivre dans un esprit de bon voisinage (préambule) et il est interdit, par là même, de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre pays.

En ce qui concerne les colonies et les droits des peuples coloniaux, la Charte — Ch. XI — impose aux puissances coloniales « comme un devoir sacré, l'obligation de travailler dans toute la mesure du possible » au bien-être des populations coloniales; ces puissances sont tenues de « développer le self-government et de tenir compte des aspirations politiques de ces peuples ». Par ces décisions et par d'autres obligations — le Chap. XI contient, par exemple, l'obligation de favoriser le progrès économique des colonies et de fournir aux Nations Unies des données sur la situation dans les pays coloniaux — la souveraineté d'une nation dominante se trouve limitée en ce qui concerne les peuples de ses possessions coloniales.

La Charte va un peu plus loin encore lorsqu'il s'agit des territoires sous mandat — Chap. XII — en disant — art. 76, § b — que « le but principal » du système est de « favoriser... l'évolution progressive dans le sens de l'autonomie ou de l'indépendance des peuples habitant ces territoires.

Ces deux chapitres de la Charte relatifs aux colonies et aux territoires sous mandat montrent la limite atteinte, à San-Francisco, dans la voie de la reconnaissance de la souveraineté de tous les peuples, même des peuples arriérés.

Ce nouveau stade de développement du droit international que représente la Charte des Nations Unies pose deux questions qui se rapportent directement à

notre sujet : la compatibilité du respect dû à une organisation internationale telle que les Nations Unies et de la souveraineté de ses membres, la compatibilité des droits particuliers reconnus aux grandes puissances, membres permanents du Conseil de Sécurité, et du principe de l'égalité des droits souverains des Etats-membres.

La Charte impose aux membres des Nations Unies des obligations morales et juridiques sans nombre, surtout dans le Chap. VII qui traite des cas où la paix se trouve menacée ou violée et des actes d'agression — des attaques armées. Conformément aux dispositions de ce chapitre, le Conseil de Sécurité prend des « décisions », alors qu'aux termes des autres chapitres de la Charte, et en ce qui concerne tous les autres organes des Nations Unies, il fait des « recommandations ». Les décisions du Conseil sont obligatoires pour les membres. Elles peuvent même prescrire contre l'agresseur des actions armées que la Charte définit comme « démonstrations, mesures de blocus et autres opérations » — art. 42. La participation des Etats-membres à ces mesures contre l'agresseur doit être obligatoire.

Il n'est pas douteux que tout ce faisceau d'obligations constitue une limitation de la souveraineté des Etats-membres. Cependant :

1. Sauf en ce qui concerne les mesures de contrainte prévues par le Chapitre VII, les Nations Unies, conformément à l'art. 3, § 7, de la Charte, renon-

cent au droit de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats-membres ;

2. Cette limitation est imposée, selon le texte de la Charte, aux membres, à tous les membres sans exception, dans l'intérêt de leur communauté dont le but essentiel est la sauvegarde de la paix et le principe fondamental l'égalité des peuples et leur droit de libre disposition. Les obligations les plus lourdes, celles qui découlent du Chapitre VII, ont pour but immédiat et direct la défense de l'Etat attaqué contre son agresseur, autrement dit, le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de la victime de l'agression.

3. Cette limitation est librement consentie, car aucun pays ne peut être forcé de devenir membre des Nations Unies, de même qu'aucun Etat-membre ne peut être empêché de quitter l'organisation s'il en a le désir.

Par conséquent, l'existence d'une telle organisation, bien qu'elle implique une certaine limitation de la souveraineté des Etats-membres — d'ailleurs, tout traité international limite, tant qu'il demeure valable, la souveraineté des Etats qui l'ont signé — ne contredit pas le principe de la souveraineté. Plus que cela, elle représente un degré supérieur de garantie par le droit international de la souveraineté des Etats-membres.

La seconde question, celle des droits particuliers reconnus aux grandes puissances, membres permanents du Conseil de sécurité, est d'un aspect différent.

Si l'on reste sur le plan théorique, ces droits exceptionnels sont manifestement contraires au principe de « l'égalité des droits souverains » des Etats. C'est de ce point de vue de logique formelle que le principe du « veto » est attaqué aux Nations Unies par certaines délégations, notamment par les délégations de l'Argentine et de l'Australie.

Peut-on justifier le droit de veto des grandes puissances du point de vue des principes démocratiques du droit international ?

Parlant d'une façon abstraite et théorique on ne le peut certes pas, mais il est possible de justifier ce droit par des conditions historiques concrètes, par le fait qu'après la deuxième guerre mondiale, une grande puissance d'une nature nouvelle est entrée dans le cercle des grandes puissances et même au Conseil de sécurité, comme membre permanent bénéficiant du droit de veto — une grande puissance socialiste, qui de par sa structure sociale — comme Etat d'ouvriers et de paysans — a le rôle historique d'être le champion de l'égalité des Etats et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire d'être le défenseur puissant de la souveraineté des peuples et de l'égalité de leurs droits souverains. l'adversaire implacable des privilèges des grandes puissances.

C'est précisément le rôle qu'a joué et joue toujours l'U.R.S.S. dans toutes les discussions publiques concernant la rédaction, la défense et l'application de la Charte des Nations Unies.

Déjà, à San-Francisco, la délégation soviétique avait défendu énergiquement le principe de la souveraineté des peuples-Etats, notamment dans la question de la liberté de se retirer des Nations Unies. Le chef de la délégation soviétique, actuellement ministre-adjoint des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., Andrey Gromyko, avait pris la parole en réunion plénière pour protester contre le texte proposé de la « Déclaration sur le retrait », où il était dit :

« Mais si, en raison de circonstances exceptionnelles, un membre estime qu'il est obligé de se retirer et de laisser la charge de sauvegarder la paix et la sécurité internationales aux autres membres, le but de l'organisation n'est pas de contraindre ce membre à continuer sa collaboration dans cette organisation. »

Gromyko a énergiquement critiqué la phrase « et de laisser la charge de sauvegarder la paix internationale et la sécurité aux autres membres », en faisant ressortir à juste titre :

« ...qu'il est injuste de condamner à l'avance les raisons pour lesquelles un Etat pourrait juger nécessaire d'user de son droit de quitter l'organisation. Ce droit est une expression de la souveraineté de l'Etat et une organisation internationale ne saurait à l'avance le couvrir d'opprobre. »

Gromyko cite ensuite en exemple l'art. XVII de la Constitution de l'U.R.S.S. qui reconnaît aux républiques composant l'Union le droit, sans aucune restriction, de quitter cette dernière, et il conclut :

« Dénier ou railler ce droit. serait enfreindre les principes de la démocratie et de la souveraineté. »

Depuis ce temps, dans toutes les discussions sur l'application de la Charte, la délégation soviétique, soutenue en premier lieu et de la façon la plus conséquente par la délégation de la R.F.P. de Yougoslavie, a défendu le principe de la souveraineté des peuples, c'est-à-dire leur droit de libre disposition, ainsi que l'égalité et l'inviolabilité des Etats. Ce fut l'idée maîtresse des interventions soviétiques lors des débats sur la Syrie, l'Egypte, l'Indonésie, la Grèce, la Corée, sur l'admission de nouveaux membres, etc., etc... Cette même idée fut soulignée au cours des discussions sur la limitation des armements et sur l'énergie atomique. Dans les questions concernant le sort des peuples coloniaux, ce qu'on appelle « les territoires non-autonomes » et les « territoires sous mandat », la délégation soviétique, toujours soutenue par la délégation yougoslave et, dans une certaine mesure, par celles de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, a lutté pour l'exécution aussi stricte que possible des obligations incombant aux puissances « administratrices » et « mandataires », c'est-à-dire pour assurer

les possibilités les plus larges au développement des peuples coloniaux pour que ceux-ci puissent s'affirmer politiquement et se rapprocher de leur indépendance.

C'est par cette attitude que la délégation soviétique justifie le droit de « veto ». Autrement dit, elle justifie l'existence d'une institution contraire à la conception de l'égalité des droits souverains, en faisant valoir qu'elle use de ce privilège dans l'intérêt de cette même égalité entre les Etats-membres et du principe de la souveraineté des peuples, en empêchant le bloc impérialiste anglo-américain de devenir, avec l'aide de sa clientèle, le maître absolu de l'Organisation des Nations Unies et de l'utiliser à ses fins politiques.

Du point de vue démocratique, cette façon de défendre au sein des Nations Unies l'inégalité des Etats est évidemment la seule qui soit juste et convaincante.

Lorsque — rarement, il est vrai — la conception réactionnaire, qui présente le principe de la souveraineté des peuples comme « périmé », se fait ouvertement jour aux assemblées des Nations Unies, la délégation soviétique soutient non moins ouvertement le caractère éminemment « moderne » de ce principe.

Le cas s'est produit au cours des débats sur la question grecque, en octobre 1947, lorsque les délégués occidentaux H. Mc Neil et P. A. Spaak attaquèrent ouvertement le principe de la souveraineté.

**La réponse vint du chef de la délégation soviétique, l'actuel ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., A. J. Vychinski, qui dans son discours du 6 octobre 1947 a déclaré :**

« Monsieur Spaak a dit que la souveraineté des Etats « n'est plus à la mode ». Monsieur Spaak a tort, c'est lui qui voudrait rendre cette idée démodée, étant donné qu'elle n'est plus nécessaire aux grands pays capitalistes ; ces pays ont maintenant besoin du contraire : la suppression aussi bien de l'idée de souveraineté que de la souveraineté des autres Etats elle-même. »

Les juristes soviétiques ont adopté une attitude analogue à propos de plusieurs autres questions posées par le droit international positif. Dans leurs travaux, ils luttent pour le progrès du droit international dans le sens de sa démocratisation. Ils conçoivent cette démocratisation comme une reconnaissance de plus en plus large, catégorique et conséquente de la souveraineté des Etats et des peuples. Sans jamais perdre de vue ce but, ils combattent l'idée d'un « super-Etat », sous toutes ses formes et dans toutes ses nuances. Ils affirment la suprématie du droit national sur le droit international et défendent la thèse selon laquelle la source principale du droit n'est pas la coutume, mais le traité international

« ...basé sur les principes de l'égalité des souverainetés nationales et du respect des intérêts

et des droits réciproques... Ce qui assurerait pleinement au droit international et à ses institutions une force non seulement morale mais aussi juridique, car ils reposeraient sur des obligations librement consenties et volontairement acceptées par les Etats. » (30)

Il est facile de s'apercevoir que cet effort des juristes soviétiques, aussi progressif qu'il soit, ne dépasse pas le cadre du droit international positif dont les principes fondamentaux se trouvent inscrits dans la Charte.

Que la coutume soit la source principale du droit international et que les traités ne représentent qu'une source secondaire, comme l'enseigne le droit international classique et bourgeois, ou qu'on défende, comme le fait la science juridique soviétique contemporaine, la thèse opposée, peut-on dire qu'il s'agit là réellement d'une différence essentielle ? La coutume ne se transforme-t-elle pas constamment en obligations contractuelles, et vice-versa ? On peut en dire autant du « libre consentement » lors de l'acceptation des obligations internationales. Il est entièrement dans l'esprit de la Charte, bien que la Charte elle-même soit loin d'exclure l'inégalité réelle qui existe entre les peuples et les Etats, lesquels — considérant

---

(30) A. J. Vychinski. Droit international et organisation internationale, article dans « L'Etat soviétique et le Droit », 1948, n° 1.

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

leur force ou leur faiblesse — concluent « librement » les traités que leur situation leur permet ou leur impose.

Il faut insister là-dessus afin d'éviter toute équivoque quant au caractère de classe du droit international dont il est question aussi bien dans les interventions des délégués de l'U.R.S.S. aux Nations Unies que dans les travaux des juristes soviétiques; il s'agit là du droit international bourgeois qui ne s'éloigne en aucun point essentiel des principes formulés par la Charte des Nations Unies. principes qui, — il faut le souligner ici — ont été acceptés à San-Francisco, verbalement du moins, par tous les Etats bourgeois ayant pris part à la guerre contre l'Axe fasciste.

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

IV

LA NOUVELLE ORIENTATION  
DE LA POLITIQUE EXTERIEURE SOVIETIQUE  
ET LE PRINCIPE DE LA SOUVERAINETE  
DES PEUPLES

Bien que la lutte pour la démocratisation du droit international positif bourgeois, soutenue par les juristes et par les diplomates soviétiques au sein des Nations Unies et dans leurs polémiques avec les théoriciens américains soit progressiste et utile, on eût pu s'attendre à mieux non seulement de la part des juristes soviétiques contemporains, mais surtout de la part de ceux qui déterminent la politique extérieure de l'U. R. S. S. Parallèlement aux efforts pour la démocratisation du droit international qui s'applique dans les relations des Etats et des peuples du monde capitaliste entre eux aussi bien que dans les relations des Etats capitalistes avec les Etats du monde socialiste, il eût fallu entreprendre d'organiser sur des principes socialistes les relations entre les peuples et les Etats appartenant au monde socialiste, il eût fallu créer et appliquer un droit international nouveau,

fondé sur les principes marxistes-léninistes relatifs aux rapports entre les peuples dans le socialisme, tels que nous les avons exposés plus haut.

Dans la littérature juridique soviétique, on ne trouve cependant aucune allusion à ce problème. La principale revue traitant de la théorie du droit qui paraît en U.R.S.S., « L'Etat soviétique et le Droit », n'y a pas consacré jusqu'ici le moindre article, n'a jamais même incidemment, effleuré cette question. Le manuel de droit international destiné aux écoles supérieures soviétiques, « Le Droit International », élaboré par l'Institut de Droit de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., sous la rédaction des juristes soviétiques les plus éminents, spécialisés dans le droit international, V. N. Dourdenievski, juriconsulte du ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., V. E. Grabar, F. I. Kojevnikov, S. B. Krilov, juge soviétique près le Tribunal International de la Haye, N. N. Loubimov et N. P. Koltchanovski, — et édité par le ministère de la Justice de l'U.R.S.S. à Moscou, en 1947, ne mentionne en aucune façon la possibilité même de l'existence de cette question. Le chapitre consacré à l'histoire du droit international prend fin sur l'exposé de la contribution apportée au droit international par l'Etat soviétique. Il y est dit que les travaux des classiques du marxisme-léninisme « ont ouvert la voie à l'élaboration d'une « doctrine de droit international indépendante (p. 107) et que la tâche des juristes soviétiques est de « créer un système de droit international, basé sur les principes

de paix et de sécurité » (p. 108). On ne précise pas ce que doivent être cette « doctrine indépendante » et ce « système » particulier que les théoriciens soviétiques promettent de créer, mais ce qui est clair, c'est que — tout en parlant souvent du « droit international de l'époque bourgeoise » — les théoriciens soviétiques ne parlent nulle part de la nécessité de créer un « droit international de l'époque socialiste ». Le manuel s'étend longuement sur la Charte des Nations Unies, créée en commun par les deux camps qui se partagent actuellement le monde, mais il reste muet quant à la nécessité de doter le monde socialiste d'une « Charte des peuples socialistes ».

De leur point de vue, si stérile, cette lacune est, somme toute, assez compréhensible : à défaut de sources de droit, le droit même est inexistant; et tant qu'il n'y a pas de droit il n'y a pas de raison pour que les professeurs se cassent la tête.

Car le fait est que ces sources d'un nouveau droit international socialiste, en tant que droit régissant les rapports entre les Etats, n'existent pas encore. Comme nous le savons, la science juridique en U.R.S.S. considère, elle aussi, comme sources du droit les traités et la coutume. Les théoriciens soviétiques du droit ne se sont guère inspirés des traités et des usages institués entre les pays socialistes, depuis qu'il en existe plusieurs, pour élaborer des normes juridiques nouvelles, et ceci pour la bonne rai-

son qu'en règle générale, ces usages et ces traités (ou, si l'on préfère, ces traités et ces usages) ne diffèrent en rien des traités et des usages en vigueur entre les pays capitalistes.

Nous disons bien, en règle générale. Car il y eut des exceptions, dont le meilleur exemple nous est fourni par les relations, tant sur la base des traités qu'en dehors des traités, qui ont existé entre la R.F.P. de Yougoslavie et l'Albanie. Pays beaucoup plus développé au point de vue économique et culturel, ainsi qu'à tous les autres points de vue, la Yougoslavie a largement aidé sa voisine sans exiger en contre-partie des valeurs équivalentes au sens capitaliste du terme; elle a renoncé de son plein gré au surprofit que lui eût assuré la productivité de sa main-d'œuvre si elle avait voulu baser les échanges sur les prix mondiaux. Le fait d'avoir coordonné, dans l'intérêt réciproque des deux pays, leurs plans économiques, fut également un élément nouveau introduit dans les rapports internationaux.

Mais, une fois de plus, cette exception ne fait que confirmer la règle.

La règle, c'est, maintenant comme avant, d'appliquer l'ancien droit international bourgeois, fondé sur l'égalité toute formelle des Etats. Pas un seul des principes considérés par les classiques du marxisme-léninisme comme devant servir de base aux rapports internationaux propres au prolétariat, n'a été appliqué dans les relations entre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire.

Bien que ce soit notre propre expérience qui nous touche de plus près, le temps n'est pas encore venu de faire toute la lumière sur les rapports politiques entre l'U.R.S.S. et la R.F.P. de Yougoslavie depuis la création, en tant qu'Etat, de la Yougoslavie nouvelle et jusqu'à la publication de la Résolution du Kominform. Nous devons néanmoins mentionner ici deux traits caractéristiques qui en disent long sur le genre de rapports que l'U.R.S.S. avait essayé d'imposer à notre pays.

1. En se prévalant du principe de la consultation dans le domaine de la politique extérieure, le gouvernement de l'U.R.S.S. avait essayé de diriger — sans recourir, en réalité, à une consultation quelconque — toute la politique extérieure du gouvernement de la R.F.P.Y. En fait, le gouvernement soviétique nous demandait de ne prendre aucune décision concernant la politique extérieure, fût-elle de peu d'importance, sans avoir obtenu son assentiment préalable, alors que lui-même effectuait en politique extérieure des démarches *qui concernaient la Yougoslavie*, non seulement sans avoir consulté le gouvernement yougoslave, mais même sans avoir informé celui-ci de ses intentions. C'est ainsi que lors de la réunion à Paris, au mois d'avril 1946, des ministres des affaires étrangères des quatre grandes puissances, la délégation de l'U.R.S.S. avait accepté la proposition française relative à la délimitation de la frontière entre la Yougoslavie et l'Italie, sans en avoir dit un

En ce qui concerne l'essentiel, c'est-à-dire les rapports économiques, les principes appliqués sont ceux-là mêmes qui régissent les rapports entre les pays capitalistes.

« L'échange de biens — écrit dans l'étude déjà citée le camarade Melentije Popovitch — et les autres rapports économiques entre les Etats socialistes ou, en d'autres termes, les rapports économiques à l'intérieur du système socialiste mondial, obéissent à l'établissement des prix et aux conditions qui sont au fond identiques à celles que nous observons sur le marché mondial capitaliste; aussi les conséquences de ces rapports sont-elles les mêmes que celles qu'engendrent les échanges entre capitalistes. » (31)

Ces conséquences ne sont rien autre que l'appropriation d'un surprofit par les pays développés au détriment de l'économie des pays arriérés. Ces rapports sont et restent des rapports d'exploiteurs à exploités, des rapports destinés à perpétuer la division des pays socialistes « en classes ».

Il va de soi que de tels rapports économiques internationaux caractéristiques du monde capitaliste, ne pouvaient servir de base aux relations politiques internationales de type socialiste.

---

(31) Melentije Popovitch, *Des rapports économiques entre Etats socialistes*, p. 6.

seul mot à la délégation du gouvernement yougoslave qui se trouvait à Paris et avec laquelle elle maintenait un contact journalier.

2. Le gouvernement soviétique avait essayé d'exercer un contrôle sur la politique intérieure de la Yougoslavie, sur l'appareil de l'Etat, l'Armée et l'économie, en introduisant ses agents au sein du gouvernement (Jouyovitch et Hebrang), du Haut-commandement (Arso Yovanovitch) et des autres institutions de l'Etat toutes les fois que cela lui était possible; ces agents devaient non seulement servir d'informateurs, mais mettre également en application des directives contraires aux intérêts et à la volonté souveraine des peuples yougoslaves. (sans quoi il n'y aurait eu aucun besoin d'agents *secrets*, et d'autre part, toutes ces officines secrètes n'auraient eu aucune raison d'être).

Il est évident que dans des relations de cette nature il n'y avait non seulement aucune trace des « principes élémentaires de la morale et de la justice », mais que la possibilité même d'appliquer les principes du droit international socialiste s'en trouvait exclue : elles étaient tout simplement dépourvues de toute sincérité et de toute loyauté prolétariennes et communistes. N'ayant absolument rien de commun avec les principes du droit international socialiste, ces relations, par contre, ressemblaient beaucoup aux rapports entre les Etats capitalistes, rapports basés sur l'égalité juridique et une inégalité de fait.

Mais ce n'est, malheureusement, pas tout.

Avec les lettres adressées à notre Comité central par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., puis avec la fameuse Résolution du Kominform, l'U.R.S.S. a tenté de renverser le gouvernement de la R.F.P.Y., gouvernement né de la lutte des peuples yougoslaves pour leur indépendance et investi de l'entière confiance de ces peuples et d'un Parlement librement élu. Lorsque cette pression morale et l'incitation à la révolte des ennemis du pouvoir populaire se sont révélées insuffisantes, on eut recours à d'autres moyens, dont on continue toujours à se servir contre notre pays — campagne éhontée de calomnies contre les peuples yougoslaves et leur dirigeants, rupture unilatérale d'accords économiques, discrimination économique aboutissant à une tentative de blocus, etc.

En appliquant ces mesures, le gouvernement de l'U.R.S.S. a fait plus qu'enfreindre les principes de la solidarité fraternelle prolétarienne et « les principes élémentaires de la morale et de la justice ». Il n'a pas violé et ne viole pas seulement les principes fondamentaux du droit international socialiste, mais aussi le droit international positif bourgeois, notamment les règles impératives de la Charte des Nations Unies disant que l'égalité des droits souverains des Etats, — que ces derniers soient grands ou petits, — impose aux peuples le devoir d'entretenir entre eux des rapports de bon voisinage, de ne pas s'immiscer dans les

affaires intérieures des autres, de respecter les traités, de ne pas user de mesures de discrimination, etc.

La politique de l'U.R.S.S. à l'égard de la Yougoslavie ne s'est donc pas seulement abaissée jusqu'aux normes du droit international positif bourgeois, jusqu'à la conception d'une égalité entre les peuples toute formelle et juridique, suivant laquelle un Etat est considéré comme indépendant lorsqu'il présente *les signes extérieurs* de l'indépendance ; cette politique recule plus loin encore : jusqu'aux normes du droit international impérialiste d'après lequel toute pression de l'Etat fort sur l'Etat plus faible est permise, d'un droit qui justifie la règle qu' « un Etat a toujours la possibilité de s'assurer un avantage politique ou autre au détriment d'un autre Etat » (Oppenheim), qui autorise l'intervention et considère comme normales des institutions internationales telles que les capitulations, la vassalité et le protectorat.

Ces pratiques de la politique extérieure soviétique se sont manifestées avec le plus d'évidence dans les relations soviéto-yougoslaves, mais elles ne s'y limitent pas. Elles se sont manifestées dans beaucoup d'autres occasions, et cela pas seulement après la Résolution du Kominform.

Cordell Hull, qui fut pendant la guerre secrétaire des Affaires étrangères des Etats-Unis, relate dans ses mémoires (Tome II, pp. 1451-1458) les pourparlers que les gouvernements de la Grande-Bretagne, des

Etats-Unis et de l'U.R.S.S. avaient engagés au sujet des Balkans dès le mois d'avril 1944. Ces pourparlers, auxquels avaient participé les présidents de Conseil, les ministres des Affaires étrangères et les ambassadeurs des trois gouvernements, portaient essentiellement sur le partage des « sphères d'intérêts » dans les Balkans entre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne. L'entente intervenue entre les deux gouvernements au mois d'octobre 1944 précisait que l'U.R.S.S. aurait une influence prépondérante en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, la Grande-Bretagne en Grèce, tandis que la Yougoslavie serait moitié dans la sphère d'intérêts de l'U.R.S.S. et moitié dans la sphère d'intérêts de la Grande-Bretagne.

Ces mémoires ont été publiés au mois d'août 1948. Il s'est donc écoulé depuis plus d'un an, sans que quiconque ait démenti du côté soviétique les affirmations de l'homme d'état américain.

Sans que nous ayons même à tenir compte de ce silence, qui est des plus significatifs, ne pourrions-nous citer une multitude de faits prouvant l'existence de l'accord ? Ce partage de sphères n'a-t-il point été appliqué ? Comment expliquer autrement la passivité dont la diplomatie et la presse soviétiques ont fait preuve lors des événements du mois de décembre 1944, au moment où les troupes britanniques débarquaient en Grèce pour combattre les forces de l'Armée démocratique grecque ? Deux mois à peine s'étaient écoulés, à l'époque, depuis la signature de l'accord pla-

çant la Grèce dans la sphère d'influence britannique ! Comment expliquer autrement que, de tous les pays balkaniques, la Yougoslavie fut le seul à qui les trois grandes puissances ont fait l'honneur, à la conférence de Yalta, en février 1945, soit quatre mois après la conclusion de l'accord sur le partage de « sphères d'influence », de lui constituer son assemblée et de déterminer, dans les grandes lignes, la composition de son gouvernement ? Ayant les mains libres dans les autres pays balkaniques, les grandes puissances ont essayé par ce moyen, d'assurer le partage de la Yougoslavie en zones d'influence.

Il y a d'ailleurs des indices qui donnent tout lieu de penser que cet accord conclu à Moscou ne se limitait pas au partage des « sphères d'influence », et que plusieurs autres questions se rapportant aux Balkans, questions sur lesquelles toute la lumière n'a pas été faite jusqu'à ce jour, ont été résolues en même temps. Il y a des indices, qui tendent à montrer qu'on a décidé, entre autres, que la frontière entre l'Autriche et la Yougoslavie ne sera pas modifiée et que la Yougoslavie n'obtiendra pas Trieste. Comment expliquer autrement l'attitude adoptée par le gouvernement soviétique dans la question de la Carinthie Slovène ? Comment sans cela le gouvernement de l'U.R.S.S. eût-il permis en toute quiétude que Churchill nous adressât la demande, ayant le caractère d'un ultimatum, d'évacuer le territoire de Trieste (et Goritza) que nous avons libéré avec notre sang ! Les

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

lettres du Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. adressées à notre Parti affirment que le gouvernement yougoslave s'attendait à ce que l'U.R.S.S. fasse la guerre pour Trieste. Pourquoi avoir recours, pour se justifier, à de telles exagérations ? Entre ces deux solutions extrêmes — le silence complet sur la pression exercée par les impérialistes sur la Yougoslavie socialiste et la déclaration de guerre — ne pouvait-on vraiment trouver une solution intermédiaire ? La grande puissance victorieuse qu'est l'U.R.S.S. ne disposait-elle de moyens diplomatiques suffisants pour protéger, ou du moins essayer de protéger les victimes de cette pression, et assurer à la population croate et slovène des Marches Juliennes le droit de disposer librement d'elle-même ? Ce silence n'avait-il pas les mêmes raisons que le silence devant le massacre des démocrates grecs à Athènes, en décembre 1944 ? Pourquoi, enfin, avoir adopté, précipitamment, en 1946, à Paris, la « ligne française », dans le plus grand secret et dans le dos du gouvernement yougoslave ?

Quoi qu'il en soit, le partage des Balkans en « sphères d'influence » et la délimitation préalable de certaines frontières effectuée sans égards aux désirs des populations constituent des faits historiques incontestables. Or ces faits indiquent clairement que pour résoudre les problèmes importants de sa politique extérieure, le gouvernement de l'U.R.S.S. se sert des méthodes dont jusqu'ici toutes les grandes puissances

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

ont fait usage, et non de méthodes nouvelles, de méthodes socialistes.

Ce n'est donc pas un effet du hasard si l'on a procédé en Union Soviétique à la revalorisation de la politique extérieure de l'ancienne Russie tzariste, si l'on y porte aux nues des personnages historiques comme Souvorov, ce général dont la Sainte-Alliance s'était servie contre la Révolution Française, ce bourreau des paysans russes lors de la révolte de Pougatchov. Pendant la Conférence danubienne, au mois d'août 1948, des centaines de Belgradois étonnés ont pu entendre le ministre soviétique des Affaires étrangères, A. Vychinski, à la réunion de la Société pour la collaboration culturelle avec l'U.R.S.S., faire l'apologie de l'expansion de l'impérialisme tzariste dans les Balkans, en présentant cette expansion comme le résultat de la pression qu'exerçait sur le gouvernement tzariste le peuple russe dans son amour pour les Slaves balkaniques !

Or Lénine avait écrit autrefois :

« Le soutien de la réaction à l'intérieur et la spoliation impérialiste et coloniale à l'extérieur — telles sont les raisons d'être de cette politique « patriotique » et « slave »... La démocratie en général, et les ouvriers en particulier, ne veulent pas que les Slaves soient « protégés » par des loups et par des renards; ils sont pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour

la démocratie, pour l'affranchissement des Slaves de toute protection de la part des « grandes puissances. » (32)

Mais c'est Lénine qui parlait ainsi ! Aujourd'hui l'U.R.S.S. est une grande puissance et se comporte comme telle.

Il n'est pas surprenant, dès lors, que les professeurs soviétiques, auteurs du manuel de droit international déjà cité, se sentent embarrassés; que, ne trouvant pas de sources pour un nouveau droit international socialiste, ils aient recours aux sources dont ils disposent, pour aboutir finalement à cette « théorie » des grandes puissances :

« Tout en reconnaissant formellement l'égalité des Etats, le droit international connaît cependant des dérogations à cette règle, par exemple en ce qui concerne le rôle dévolu à certaines puissances dans les organisations internationales. » (33)

Le manuel énumère les pays qui ont joué ce rôle de « grande puissance » depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, et souligne que depuis la deuxième guerre mondiale on n'en compte plus que cinq : l'U.R.S.S., les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la Chine et la France. Il cite ensuite plusieurs

(32) Lénine, t. XVI, p. 159-160.

(33) *Le Droit International*, par Dourdenievski et autres. Moscou, 1947, p. 114.

conférences internationales où les grandes puissances avaient, soit résolu à elles seules tous les problèmes, soit joué un rôle décisif, depuis la Conférence Navale de Londres de 1909 jusqu'à la Conférence de Paix de Paris de 1946, en passant par la Conférence de Paix de Versailles de 1919-1920. Après avoir noté l'importance du Conseil de Sécurité, il conclut :

« C'est précisément dans ce rôle qui incombe aux grandes puissances, dans le devoir qu'elles ont de sauvegarder la paix et la sécurité générale que réside la raison de leur situation privilégiée. » (34)

C'est tout. L'Entente impérialiste et les grandes puissances dans la « Grande guerre patriotique », la Conférence de Versailles, que Lénine traitait de conférence de « brigands » et d' « esclavagistes », l'actuel Conseil des Quatre et le Conseil de Sécurité des Nations Unies dont l'U.R.S.S. fait partie en qualité de membre permanent, — on met tout cela dans le même sac : la « situation privilégiée » des grandes puissances a été de tout temps pleinement justifiée !

Est-ce qu'en rédigeant la conclusion de tout ce galimatias, les juristes soviétiques ont pensé à ce qu'ils avaient dit au début, savoir que ce droit international, — dont ils prennent la défense, — ne reconnaît l'égalité des peuples que d'une façon toute formelle ? Se sont-ils rendu compte qu'ils ont fini eux-

(34) Ibid., p. 115.

mêmes par adopter les thèses du plus pur droit international impérialiste ?

Nous l'ignorons. Mais il est certain qu'une telle théorie, de même que la pratique dont elle s'inspire, sont en désaccord avec les intérêts de la classe ouvrière, avec le marxisme-léninisme, avec le principe clairement formulé par Lénine — « ne peut être socialiste le prolétariat qui s'accommode de la moindre violence exercée par sa « nation » contre les autres nations ».

La grande puissance socialiste est entrée dans la Deuxième guerre mondiale en promettant la libération des peuples. J. V. Staline déclarait à l'époque :

« Nous n'avons pas et ne pouvons avoir pour but de guerre la conquête de territoires étrangers ou l'asservissement de peuples étrangers... nous n'avons pas et ne pouvons avoir pour but de guerre d'imposer notre volonté et notre régime aux peuples asservis de l'Europe, slaves ou autres... Notre but est de venir en aide à ces peuples dans leur lutte de libération menée contre la tyrannie hitlérienne, de les laisser ensuite organiser leur existence dans leurs pays en toute liberté et selon leur désir. Aucune intervention dans les affaires intérieures des autres peuples ! » (35)

(35) Staline, *De la grande guerre patriotique de l'Union soviétique*. Édition « Kultura », Belgrade, p. 30-31.

D'où vient alors tout d'un coup le partage des Balkans en « sphères d'influence », d'où viennent ces manières de désigner les gouvernements et de tracer les frontières des peuples balkaniques, d'imposer aux petits pays socialistes des rapports d'inégalité politique et économique, et, enfin, cette immixtion brutale dans les affaires intérieures qui va jusqu'à l'exigence des destituer un gouvernement légal, jusqu'à l'organisation d'un blocus économique ?

N'est-il pas évident que nous nous trouvons en présence de « l'erreur », de la « faiblesse » prévues par Engels et Lénine : un pays socialiste essayant, selon l'expression de ce dernier, de « monter sur l'échine » des autres pays ?

Eh bien, — disent parfois les naïfs communistes occidentaux de France et d'Italie, — eh bien, les Yougoslaves, pourquoi n'encaissez-vous pas tranquillement tout cela pour le plus grand bien de la cause de la révolution mondiale, qui exige avant tout l'unité des pays socialistes ?

Un tel raisonnement n'est pas une erreur, c'est une série d'erreurs.

En premier lieu, il est sans doute exact que la question nationale ne constitue pas un « absolu » (Lénine, qu'elle est subordonnée à la question de la victoire du prolétariat, car cette victoire seule peut libérer complètement toutes les nationalités. Mais pour démontrer que l'intérêt d'un peuple coïncide parfaitement avec celui du prolétariat mondial, il serait diffi-

cile de trouver un meilleur exemple que l'exemple yougoslave, lequel est en même temps l'exemple de tous les pays socialistes de l'Est européen. L'égalité de ces pays avec l'U.R.S.S. que nous demandons, égalité politique aussi bien qu'égalité économique, donnerait incomparablement plus de poids à la revendication du droit de libre disposition, revendication avec laquelle les communistes du monde entier mobilisent les masses opprimées pour la lutte contre l'impérialisme. Une telle égalité serait un exemple prouvant à tous les peuples que le prolétariat est capable de résoudre la question nationale et d'organiser les rapports entre les peuples et les Etats non pas seulement en paroles, mais en fait. En outre, cette égalité, qui répond aux aspirations des masses populaires, aurait pour effet de stimuler leur effort créateur et d'accélérer l'édification du socialisme. Par conséquent, il ne s'agit pas seulement ici de la question nationale, mais avant tout de la révolution et de l'extension ultérieure du socialisme.

Deuxièmement, le fait de souligner l'importance de l'unité à tout prix signifie qu'on sous-estime les forces du monde socialiste et du mouvement prolétarien et démocratique mondial; il exprime la crainte de la bombe atomique et le manque de foi dans les nouvelles victoires que le prolétariat et les mouvements de libération nationale conduits par lui sont susceptibles de remporter sans avoir besoin de nouveaux succès militaires de l'U.R.S.S.

et de ses alliés, c'est-à-dire d'une nouvelle guerre. C'est l'expression de la psychose de guerre que les impérialistes sont parvenus à introduire dans les mouvements ouvriers et démocratiques de l'Occident, en créant l'image terrifiante mais totalement fautive d'un « encerclement » du monde socialiste par les impérialistes, alors que le rapport réel des forces en présence nous prouve plutôt le contraire.

En troisième lieu, la véritable unité ne saurait être réalisée par la force; la chose est impossible même dans une armée, et à plus forte raison lorsqu'il s'agit des rapports entre les peuples. Les tentatives d'unifier les peuples par la force, — et l'histoire des Etats et des empires bourgeois composés de plusieurs nationalités nous en offre de nombreux exemples, — ont toujours produit le résultat contraire à celui qui était recherché, en engendrant entre les peuples la méfiance, voire la haine. Les partis communistes de l'Europe orientale ont parfaitement raison de lutter contre la méfiance traditionnelle de leurs peuples envers les Russes, mais ils n'obtiendront un succès réel et durable que lorsque l'inégalité politique et économique aura pris fin, lorsqu'auront été supprimées les causes profondes de la méfiance éprouvée à l'égard de ce grand peuple.

Il en résulte que si nous avons écouté les conseils naïfs dont nous venons de parler, nous n'aurions rien fait pour l'unité du mouvement socialiste et démocratique mondial. Bien au contraire, nous

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

aurions causé un préjudice incalculable au prolétariat mondial et fait le jeu des pires fomentateurs de guerre pour lesquels l'inégalité des peuples dans l'Europe orientale est le thème à effet favori. Or cela signifie que nous aurions renforcé davantage encore ceux-là mêmes qui inspirent une telle crainte aux avocats de l'unité « à tout prix ».

Il n'est donc pas d'autre voie que celle que nous suivons. Il n'est pas d'autre voie qui permette de résoudre le conflit entre le Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. et le Parti communiste de Yougoslavie, de le résoudre dans l'intérêt de notre peuple et de tous les autres peuples, et, par conséquent, dans l'intérêt du prolétariat mondial. Cette voie, c'est la lutte contre la révision du marxisme-léninisme entreprise par le P.C. (b.) à propos de la question nationale et de toute une série d'autres problèmes.

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

---

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9

Edité par « *Le Livre Yougoslave* »,  
30, rue Louis-le-Grand, Paris.

---

Imprimé par Imprimerie Richard,  
24, rue Stéphenson, Paris (18<sup>e</sup>).

---

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140016-9